

## « Les Jeux Olympiques doivent continuer! »

– mais avec quel genre de reportage par la radio et la télévision?

par Jarle Høysaeter\*

*L'original de cet article est paru dans la « Revue de l'UER » No 6 de novembre 1976, édition de Genève. Nous remercions l'auteur et la rédaction de cette revue de nous avoir autorisé gracieusement à en reprendre les principaux passages.*

Aussi vrai que les Jeux Olympiques ont lieu tous les quatre ans, aussi certaines sont les discussions qui s'ensuivent après leur conclusion satisfaisante. Cet automne n'a pas fait exception.

Deux thèmes principaux nous intéressant, nous autres radiodiffuseurs, sont soulevés. Le premier a trait à la position même du mouvement olympique et du Comité International Olympique (CIO) dans le monde sportif international, aux problèmes politiques et économiques que posent les Jeux, aux difficultés pratiques de leur organisation posées par leur développement, ainsi qu'aux règles de l'amateurisme.

L'autre grand thème est celui du compte rendu radiophonique et télévisuel juste avant et pendant les Jeux Olympiques. Le point commun de cette discussion est de savoir si l'on ne contribue pas trop à susciter à l'avance un intérêt démesuré, si les Jeux occupent trop ou trop peu de temps d'antenne, si le reportage, notamment télévisé, est satisfaisant d'un point de vue purement professionnel, s'il absorbe trop d'attention et d'investissements aux dépens du vrai mouvement sportif qui œuvre loyalement et régulièrement tous les jours de l'année.

Enfin, on se demande si les moyens de diffusion collective s'attachent de manière trop partielle aux événements qui se déroulent dans l'arène et qui se mesurent en centimètres et en secondes, alors que d'autres aspects intéressants de ce spectacle fantastique sont négligés.

\* Chef du Groupe opérationnel UER-OIRT pour les Jeux Olympiques d'été 1976. Chef du Département des reportages en extérieur et des sports, Norsk Rikskringkasting (radio télévision norvégienne).



Les discussions commencent et se terminent souvent par la même question: combien de temps cela peut-il encore durer?

Cette question est constamment lancée, au moins depuis que je travaille pour les services sportifs de la radio et de la télévision.

Mais les Jeux Olympiques se poursuivent. Sans cesse, de nouveaux pays se portent candidats pour les accueillir. De toute évidence, ils ne se laissent pas impressionner par la situation économique pitoyable de leurs prédécesseurs. On finit par trouver aux problèmes politiques des solutions plus ou moins acceptables, les règles de l'amateurisme sont une source croissante de problèmes et les organisations sportives nationales ou indépendantes continuent à reconnaître l'autorité du CIO, lequel est en réalité un organe extérieur à la structure normale des organisations sportives. En fait, le baron Pierre de Coubertin doit avoir frappé juste lorsqu'il a déterré et recréé l'esprit olympique.

Il y a tout lieu de croire que les Jeux Olympiques seront à nouveau organisés dans un futur proche. Après la conclusion presque heureuse des Jeux de Montréal, les nombreuses voix qui prédisaient que Lake Placid et Moscou ne verraient pas le jour se sont déjà abaissées. Les deux hôtes, les deux comités d'organisation et les deux pays vont vivre des années difficiles. Nous allons lire bien des comptes rendus pessimistes avant le jour où, finalement, un milliard de spectateurs assistera aux cérémonies d'ouverture. Mais il est très probable qu'ils les verront en 1980, de même qu'en 1984 et 1988. « Du moment que Montréal a été mené à bon terme, tout est possible! »,

telle semble être l'opinion générale aujourd'hui.

« Les Jeux Olympiques doivent continuer! », déclara M. Avery Brundage, alors président du CIO, après le massacre de Munich en 1972. Ces paroles peuvent sembler prophétiques.

### **Le rôle des radiodiffuseurs dans l'organisation olympique**

On peut dire—et beaucoup l'ont dit—que notre tâche est de retransmettre les Jeux Olympiques tels qu'ils sont et non de participer à leur organisation. Mais certains aussi soutiennent qu'il convient d'étudier de plus près les divers aspects de l'affaire. Les critiques les plus négatives soulèvent des questions que l'on peut résumer comme suit: cette entreprise extrêmement onéreuse—organisée selon des règles dépassées ne prenant pas en considération les réalités politiques, sociales, économiques et médicales, confrontée à une influence commerciale sans cesse grandissante et à des athlètes toujours plus nombreux à tricher, mérite-t-elle qu'on lui accorde tant d'attention?

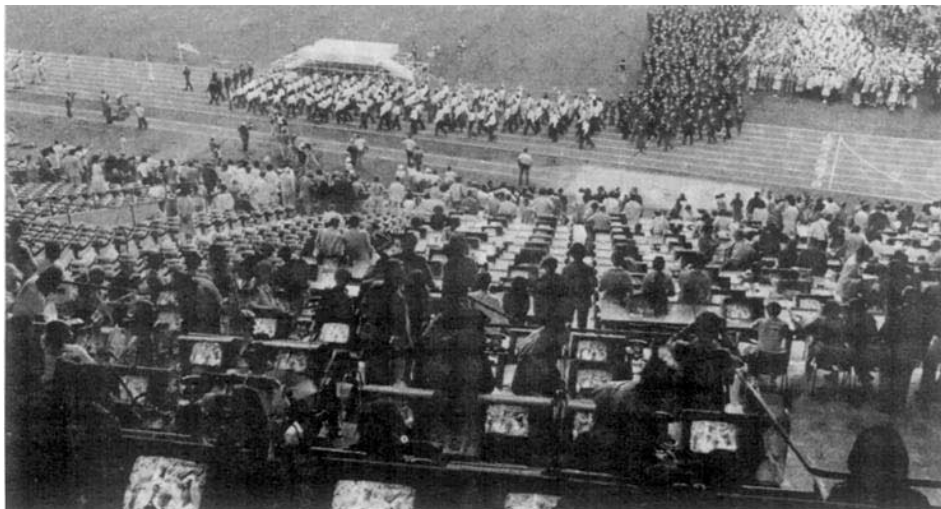
Malgré la simplicité du reportage effectué, la retransmission des Jeux Olympiques est déjà coûteuse. Si la production, en particu-

lier en ce qui concerne la télévision, doit marcher de pair avec le développement rapide et le raffinement croissant de la radiodiffusion au niveau national, le coût sera considérablement plus élevé. Il n'est pas impossible que les organismes membres de l'UER souhaitent moderniser le reportage des futurs Jeux. Il faudra alors y consacrer une part encore plus grande des budgets annuels. On devra peut-être, dans ce cas, se demander si, étant donné les économies devenues nécessaires dans les autres domaines, l'importance de cet investissement n'entraînera pas un reportage déséquilibré du sport en général.

Les organismes paient le droit de diffuser les Jeux à la télévision. Dans une certaine mesure, l'organisation de ceux-ci repose sur cette source de revenus, et l'existence du CIO encore plus. L'investissement américain est évidemment plus important que celui de l'Europe, mais il s'agit d'une question de principe pour tous les radiodiffuseurs du monde. Mais quand on devient un tel partenaire financier, on devrait presque être considéré comme co-organisateur. N'est-il pas naturel alors qu'on veuille faire entendre sa voix?

Tout le monde admettra sans doute que nous désirons faire entendre notre opinion,

*Vue du principal stade olympique, avec quelques positions de commentateurs des 76 organismes de télévision participants. Les écrans de contrôle montrent non seulement ce qui se passe sur le stade lui-même, mais peuvent être branchés sur d'autres lieux de compétitions.*



du moins au niveau purement pratique. Les mots qui reviennent constamment, tels qu'accréditation, accès aux espaces réservés, locaux de travail, logement, information, etc., correspondent aux nombreux problèmes qui placent les radiodiffuseurs dans une position presque humiliante, par rapport à l'importance de leur participation. Non seulement la presse mais les commanditaires, ainsi que les fournisseurs autorisés, sont, dans la pratique, des partenaires jugés plus importants.

L'appareil des Jeux Olympiques comprend un comité consultatif pour les questions de radio et télévision. Il existe aussi une Commission de télévision du CIO, dont la réorganisation est actuellement à l'étude. Mais on n'avance qu'à petits pas, tandis que les Jeux continuent.

### **Réactions après Montréal**

En fait, depuis longtemps déjà, il a bien fallu se mettre à la planification des Jeux Olympiques de 1980. Comment doit-on les préparer?

Chaque fois, il faut partir de zéro. Dans notre optique, les Jeux d'hiver de Lake Placid auront peu de points communs avec les Jeux d'Innsbruck et le point de départ de Moscou est très différent de celui de Montréal. On serait tenté de dire qu'ils sont diamétralement opposés, étant donné les différences d'heures et la situation géographique qui n'implique pas nécessairement des coûts de transmission par satellite.

Mais, à chaque fois, l'expérience est un enseignement.

Dans la plupart des pays, il apparaît que les radiodiffuseurs ont été passablement satisfaits du programme qu'ils ont pu présenter des Jeux de Montréal. Cela ne veut pas forcément dire que le programme ait été satisfaisant dans l'optique nationale mais que, toutes choses considérées, il était tout aussi bon qu'on pouvait s'y attendre.

Certains organismes ont complété ce programme commun par des transmissions unilatérales et ont pu composer ainsi un programme national répondant à l'attente de leur public. D'autres ont fait usage de cette possibilité à un moindre degré, ce qui est fort heureux, car la capacité du satellite n'aurait guère permis plus de retransmissions.

Dans chaque organisme, les discussions postolympiques débutent généralement par la question de savoir si les reportages ont été trop nombreux, ou le contraire. En gros, la situation semble être la même dans la plupart des pays: on a retransmis trop d'épreuves soulevant peu d'intérêt national ou dans lesquelles la participation nationale était inexistante; par contre, on a trop peu vu les participants de son propre pays, même s'ils n'étaient pas parmi les meilleurs.

Lorsque l'on planifie les programmes, on peut se demander jusqu'à quel point il faut tenir compte de ces réactions, qui ont un fond de chauvinisme. Il est possible aussi de défendre le reportage général de toutes les disciplines sportives en affirmant que cela fournit l'impression globale correcte du spectacle gigantesque que sont réellement les Jeux Olympiques. Quoi qu'il en soit, il y a une tendance beaucoup trop grande à se plier à un intérêt sportif général sans spécification. Les gens qui s'intéressent à la natation ne tiennent pas obligatoirement à regarder la boxe, et le public du volleyball peut être complètement différent de celui de la gymnastique.

### **Quelles retransmissions devrions-nous prévoir?**

Néanmoins, nous avons toutes les raisons de nous demander sérieusement s'il est possible de rendre le programme multilatéral plus souple, afin que chaque organisme ait une plus grande liberté de choix et puisse davantage régler l'ensemble de ses relais en se conformant aux intérêts de son public national.

En se basant sur le programme des épreuves aux Jeux de Moscou et sur les listes de priorités pratiques des organismes membres, il semble possible d'élaborer des retransmissions de rechange ayant un caractère multilatéral, mais de telle manière que tous les organismes puissent toujours avoir accès à chaque manifestation en direct ou sous la forme d'un montage plus ou moins long.

Dans un tel système, il serait naturel aussi d'aborder une question qui, jusqu'ici, a été peu discutée: le programme multilatéral devrait-il comprendre des reportages d'une nature plus générale? Il s'est toujours borné aux seules compétitions et aux cérémonies d'ouverture et de clôture, tandis que les informations générales et les documentaires ont été produits unilatéralement, excepté

quelques cas d'échanges, évidemment, mais tout à fait occasionnels.

En ce qui concerne les Jeux de Moscou, la première tâche du groupe de coordination sera de déterminer ce qui est techniquement possible. Il est probable que des contre-propositions surgiront d'elles-mêmes, un ou plusieurs des grands organismes pouvant décider de préparer son propre programme depuis Moscou, indépendamment ou en plus du programme commun.

Les Jeux d'hiver de Lake Placid pourraient bien représenter la mise à l'épreuve du système. On sait qu'un certain nombre d'organismes ont un intérêt primordial pour les épreuves nordiques telles que le ski de fond, le biathlon et le patinage de vitesse, tandis que d'autres se passionnent davantage pour le bob et la luge. Le hockey sur glace occasionnera sans doute aussi une division des intérêts, pour ce qui est de la retransmission en direct ou en différé et de la durée de celle-ci. Ce sera également un cas caractéristique d'expérimentation, étant donné l'importance des différences d'heures et du coût de la transmission par les satellites.

Les instructions données au groupe opérationnel de l'UER/OIRT pour les Jeux de Montréal n'étaient guère ambiguës; l'ensemble des retransmissions vers l'Europe devait être tellement coûteux que tout le monde était très inquiet et que plusieurs organismes furent sur le point d'abandonner. Nous avions l'ordre d'économiser partout où cela était faisable.

Notre politique a été de répondre à toutes les demandes, même aux plus tardives, dans la mesure où la technique le permettait encore, car il n'est guère agréable d'être tenu pour responsable de la non-réalisation d'une émission. Aujourd'hui, ayant observé l'état d'épuisement du personnel, je suis tenté de croire qu'il aurait fallu se limiter davantage. Je crains fort que beaucoup de mes excellents collègues qui ont travaillé pour le Groupe opérationnel à Montréal refuseront plus tard de recommencer.

Ainsi je tiens à insister sur quatre points. Premièrement, l'information interne entre les divers points de liaison de chaque organisme membre laisse beaucoup à désirer. Deuxièmement, il convient de respecter beaucoup mieux les délais que ce n'a été le cas cette fois, même si nous devons naturellement faire preuve d'assez de souplesse pour ménager la possibilité de décisions



*La régie finale mobile de l'UER fut utilisée pour la première fois à Montréal.*

qui, nécessairement, doivent être prises sur place et sous l'impulsion du moment. Troisièmement, un certain nombre d'organismes purent, au cours des jeux, consacrer des sommes relativement importantes à des transmissions unilatérales supplémentaires, alors qu'ils avaient déclaré, au moment des grandes options financières, qu'ils ne pouvaient disposer de cet argent. Quatrièmement, il faut prévoir des frais d'exploitation beaucoup plus élevés la prochaine fois. En effet, j'ai moi-même constaté que les exigences augmentent toujours de telle sorte qu'on est, pour finir, bien obligé de trouver l'argent.

A Montréal, nous avons dû faire face à une multiplication du nombre des transmissions unilatérales par rapport à l'époque de Munich, malgré le supplément de dépenses dû à la transmission par satellite; que nous réservent les Jeux de Moscou, lorsqu'on pourra de nouveau ne pas tenir compte des coûts de satellite?

J. H.

